

CONDITIONS GÉNÉRALES

Toutes les inscriptions s'effectuent exclusivement via le formulaire d'inscription dûment complété et signé.

L'inscription est ferme et définitive pour la première session (de septembre à décembre) ainsi que pour la deuxième session (de janvier à juin). Une réinscription est toutefois nécessaire pour participer à la deuxième session.

La facture est payable en septembre pour la première session, et en janvier pour la seconde, selon les montants indiqués. La première facture vous sera envoyée et devra être réglée avant le début de la ou des session(s) (à l'exception de la séance d'essai).

En cas de difficulté particulière, la Secrétaire-trésorière de l'asbl pourra, à son appréciation, accorder un étalement des paiements.

Les inscriptions sont traitées par ordre d'arrivée. Le nombre de places est limité à un maximum de 15 participants et à un minimum de 8 participants.

En cas d'empêchement majeur, une annulation est possible uniquement dans les 5 jours ouvrables suivant l'inscription, moyennant l'envoi d'un désengagement écrit. Aucune annulation ne donnera lieu à un remboursement, sauf en cas d'incapacité pour raisons médicales ou en cas d'annulation de l'activité par l'asbl.

Un certificat médical justifiant l'incapacité devra être remis dans un délai de 15 jours. Les remboursements seront effectués fin janvier pour le premier semestre et fin juillet pour le second semestre.

PROTECTION DES DONNÉES

Les données à caractère personnel qui nous sont fournies peuvent être stockées dans les fichiers de Solidaris - Union nationale des mutualités socialistes, de ses mutualités régionales et/ou de leurs asbl. Ces données sont utilisées pour répondre à votre demande, ainsi que pour l'exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (loi coordonnée du 14 juillet 1994), pour l'exécution de l'assurance complémentaire (loi du 6 août 1990 relative aux mutualités), pour vous informer des activités et des publications des mutualités socialistes-Solidaris et de leurs asbl ou pour réaliser des statistiques. Ces informations ne sont pas transmises ni vendues à des tiers. La loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 30 juillet 2018 vous donne un droit d'accès et de rectification de vos données. Vous pouvez également vous opposer gratuitement au traitement de vos données à caractère personnel en vous adressant à notre délégué à la protection des données à l'adresse suivante : privacy315@solidaris.be